Globethics Repository



Le catalyseur contre la corruption

This page was generated automatically upon download from the Globethics Repository. More information on Globethics see https://www.globethics.net. Data and content policy of Globethics Repository see https://repository.globethics.net/pages/policy.

Item Type	Book
Authors	Transparency International
Publisher	Transparency International
Rights	With permission of the license/copyright holder
Download date	2026-11-16 10:09:33
Link to Item	http://hdl.handle.net/20.500.12424/177536

TRANSPARENCY INTERNATIONAL
the global coalition against corruption



LE CATALYSEUR CONTRE LA CORRUPTION : LA RÉALISATION DES OMDs À 2015

www.transparency.org

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) se fondent sur les promesses internationales en matière de développement formulées par le passé. Ils représentent un cadre exhaustif et sans précédent pour lutter contre la pauvreté, atteindre l'éducation pour tous et parvenir à l'égalité des genres, entre autres objectifs. Néanmoins, comme ce rapport le met en exergue, il a été clairement démontré que la corruption constitue un obstacle majeur pour les pays et les régions à la réalisation des OMD d'ici à 2015, tel que cela avait été promis. Les coûts engendrés par la corruption peuvent être explicites, implicites ou dissimulés. Les décideurs doivent identifier ces problèmes et trouver des solutions qui intègrent les OMD avec les programmes de lutte contre la corruption. Ce rapport présente des exemples pratiques et des données quantitatives illustrant comment le renforcement de la transparence, de la responsabilité et de l'intégrité peut s'avérer « payant » en termes de réalisation des OMD. Ces mesures devraient être systématiquement intégrées dans les initiatives de développement et faire partie intégrante d'un plan d'action quinquennal de promotion des OMD.

www.transparency.org

Remerciements : Le présent rapport a été rédigé par le département Politiques et recherches du Secrétariat international de Transparency International, à Berlin. Son auteur principal est Craig Fagan. L'analyse statistique a été effectuée par Frédéric Lesné et Felix Weth, en coordination avec Juanita Riaño. Les sections nationales de Transparency International du Bangladesh, de la Colombie, de la Géorgie, du Ghana, du Liberia, du Mexique et du Pérou ont également contribué à sa préparation.

Photos de couverture : © Flickr/Álvaro Rivas, © Flickr/World Bank Photo Collection, © Flickr/eric.persha

Toute notre attention a été mise en oeuvre afin de vérifier l'exactitude des informations figurant dans ce rapport. À notre connaissance, toutes les informations figurant dans ce rapport étaient correctes en date septembre 2010. Toutefois, Transparency International ne pourra pas être tenu responsable des conséquences de l'usage de ces informations à toutes autres fins ou sous d'autres formes

ISBN : 978-3-935711-57-9
2ieme édition

©2010 Transparency International. Tous droits réservés.

Imprimer sur 100% papier recyclé.

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION 1

2. LE COÛT DE LA CORRUPTION :
SES IMPACTS SUR L'ÉDUCATION, LA SANTÉ ET
L'ACCÈS À L'EAU 2

3. VERS UN CHANGEMENT :
TRANSPARENCE, RESPONSABILITÉ ET
INTÉGRITÉ DANS LES POLITIQUES
ASSOCIÉES AUX OMD 5

4. DÉFINIR LA VOIE À SUIVRE :
LES DOMAINES D'ACTION 8

ANNEXE A. ANALYSE QUANTITATIVE
DES CORRÉLATIONS EXISTANTES ENTRE
LES NOTIONS DE GOUVERNANCE ET
LES INDICATEURS DES OMD SÉLECTIONNÉS 10

ANNEXE B. ANALYSE QUANTITATIVE :
SÉLECTION D'INDICATEURS SUR
LA GOUVERNANCE ET L'ÉDUCATION EN AFRIQUE 15

1. INTRODUCTION

Le temps est venu de faire le bilan des progrès accomplis. Il y a dix ans, 189 dirigeants du monde entier se réunissaient à New York et s'accordaient sur un ensemble d'objectifs ambitieux en matière de développement, devant être atteints à l'horizon 2015. Connus sous le nom d'Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), ces cibles ont été conçues en tant que vaste cadre visant à atteindre des priorités dans le domaine du développement humain, à savoir : éliminer l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes, réduire la mortalité infantile et maternelle, combattre le VIH/SIDA et d'autres maladies, améliorer sensiblement l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement et assurer un environnement durable. À cinq ans de l'échéance, les rapports officiels relatifs aux progrès enregistrés démontrent que nombre de ces objectifs sont toujours bien loin d'être atteints. Tant à l'échelle mondiale que sur le plan régional, les avancées s'avèrent particulièrement lentes dans les domaines de l'éducation (OMD2), de la mortalité maternelle (OMD5) et de l'environnement (OMD7)[i].

Les carences en matière de gouvernance et la corruption qui en découle constituent des raisons de taille expliquant la stagnation des progrès dans la réalisation des OMD. Jusqu'à ce jour, les stratégies afférentes aux OMD n'ont pas abordé de manière efficace ces problèmes en tant que partie intégrante des solutions.

Tableau 1 : Tableau de suivi des progrès accomplis au niveau régional pour les OMD 2, 5 et 7

Remarque : ce tableau illustre les succès et les progrès vis-à-vis des OMD par région. Les termes utilisés dans chaque boîte indiquent le degré actuel de succès par rapport à la cible. Les couleurs reflètent les progrès accomplis en vue de la réalisation de l'objectif. Illustration reproduite à partir de : Nations Unies, « Objectifs du Millénaire pour le Développement – Tableau de suivi 2010 » (ONU, New York, New York, 2010).

L'intérêt de concevoir des plans d'action en matière d'OMD intégrant de façon appropriée des mécanismes relatifs à la gouvernance et à la lutte contre la corruption a été largement démontrée. La nouvelle analyse effectuée par Transparency International met en évidence l'existence d'une forte corrélation positive entre transparence, responsabilité et intégrité et de meilleurs résultats pour les OMD ayant trait à l'éducation, à la santé et à l'accès à l'eau, dans plus de 48 pays. Le travail mené à l'échelle de certains pays, notamment au Bangladesh, en Colombie, en Géorgie, au Ghana, au Liberia et au Mexique, montre comment, dans la pratique, les approches relatives à la lutte contre la corruption s'avèrent payantes pour l'atteinte des OMD.

Si nous souhaitons atteindre les OMD d'ici à 2015, les dirigeants du monde entier et les responsables politiques nationaux doivent enfin mettre en rapport les politiques afférentes au développement et à la gouvernance, en tant que partie intégrante d'un seul et unique programme. L'association de ces deux politiques soutient non seulement le succès des OMD, mais aussi le respect de l'ensemble des engagements internationaux, notamment les promesses formulées par les gouvernements de combattre la corruption, d'accroitre l'efficacité de l'aide et d'améliorer le financement du développement, dans le cadre de la Convention contre la corruption des Nations Unies (2003), de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (2005), du Programme d'action d'Accra (2008) et de la Déclaration de Doha sur le financement du développement (2008).

Afin d'honorer leurs obligations internationales, les pays doivent soutenir des plans d'action relatifs aux OMD qui intègrent des mesures en matière de transparence, de responsabilité et d'intégrité. Ces mêmes principes doivent également caractériser l'ensemble des politiques et des actions gouvernementales, de sorte à envoyer le bon message à partir du sommet. Ce changement doit avoir lieu si nous voulons assister à des progrès réels et durables au-delà de 2015. Faisons en sorte que les cinq prochaines années rattrapent les 10 précédentes.

Objectifs et cibles	Afrique		Asie				Océanie	Amérique latine & Caraïbes	Communauté des Etats indépendants	
	du Nord	subsaharienne	de l'Est	du Sud-Est	du Sud	de l'Ouest			Europe	Asie
OBJECTIF 2 / Assurer l'éducation primaire pour tous										
Scolarité primaire universelle	scolarisation élevée	scolarisation modérée	scolarisation élevée	scolarisation élevée	scolarisation modérée	scolarisation modérée	—	scolarisation élevée	scolarisation élevée	scolarisation élevée
OBJECTIF 5 / Améliorer la santé maternelle										
Réduire de trois quarts la mortalité maternelle*	mortalité modérée	mortalité très élevée	mortalité faible	mortalité élevée	mortalité élevée	mortalité modérée	mortalité élevée	mortalité modérée	mortalité faible	mortalité faible
OBJECTIF 7 / Assurer un environnement durable										
Réduire de moitié la population sans eau potable	couverture élevée	couverture faible	couverture modérée	couverture modérée	couverture modérée	couverture élevée	couverture faible	couverture élevée	couverture élevée	couverture modérée

Ce tableau donne des informations à deux niveaux. L'explication dans chaque case indique le taux de réalisation de chaque cible.
Les couleurs montrent la tendance vers la réalisation de la cible, selon la légende ci-dessous:

- A déjà atteint la cible ou est très près de l'atteindre
- Progrès suffisants pour atteindre la cible si les tendances actuelles perdurent.
- Progrès insuffisants pour atteindre la cible si les tendances actuelles perdurent
- Ni progrès ni détérioration
- Données manquantes ou insuffisantes

*Les données disponibles sur la mortalité maternelle ne permettent pas d'analyser les tendances.
Les progrès cités ont été évaluées par les institutions responsables sur la base d'indicateurs substitutifs.

2. LE COÛT DE LA CORRUPTION : SES IMPACTS SUR L'ÉDUCATION, LA SANTÉ ET L'ACCÈS À L'EAU

La corruption (qu'elle soit à petite ou à grande échelle, ou encore politique) fait peser des coûts élevés sur le développement. Des abus dans un secteur n'épargnent pas les autres secteurs de dommages collatéraux. Le pot-de-vin exigé par un enseignant pour l'inscription d'une fillette dans l'école élémentaire « gratuite » implique que l'éducation et les chances de cette fillette pourraient s'en trouver irréversiblement compromises. Lorsque des députés fraîchement élus, dont les campagnes ont été soutenues par des laboratoires pharmaceutiques, adoptent des politiques qui tendent à augmenter le coût local de médicaments nécessaires, les malades se voient confrontés à un défaut de traitement, susceptible de leur faire perdre des jours de travail et de salaires, contribuant à un cycle de pauvreté. La corruption peut également se manifester de façons plus subtiles et prendre des formes « silencieuses »[ii], sapant la confiance du public envers leur gouvernement et les services fournis par ce dernier.

« Fondamentalement, on ne saurait dissocier la corruption de la réalisation des OMD. Nous considérons chacun des efforts que nous consentons comme une contribution au changement de la situation des gens ».

- James Thompson, fondateur et membre du conseil d'administration du Centre pour la transparence et la responsabilité au Liberia (CENTAL).

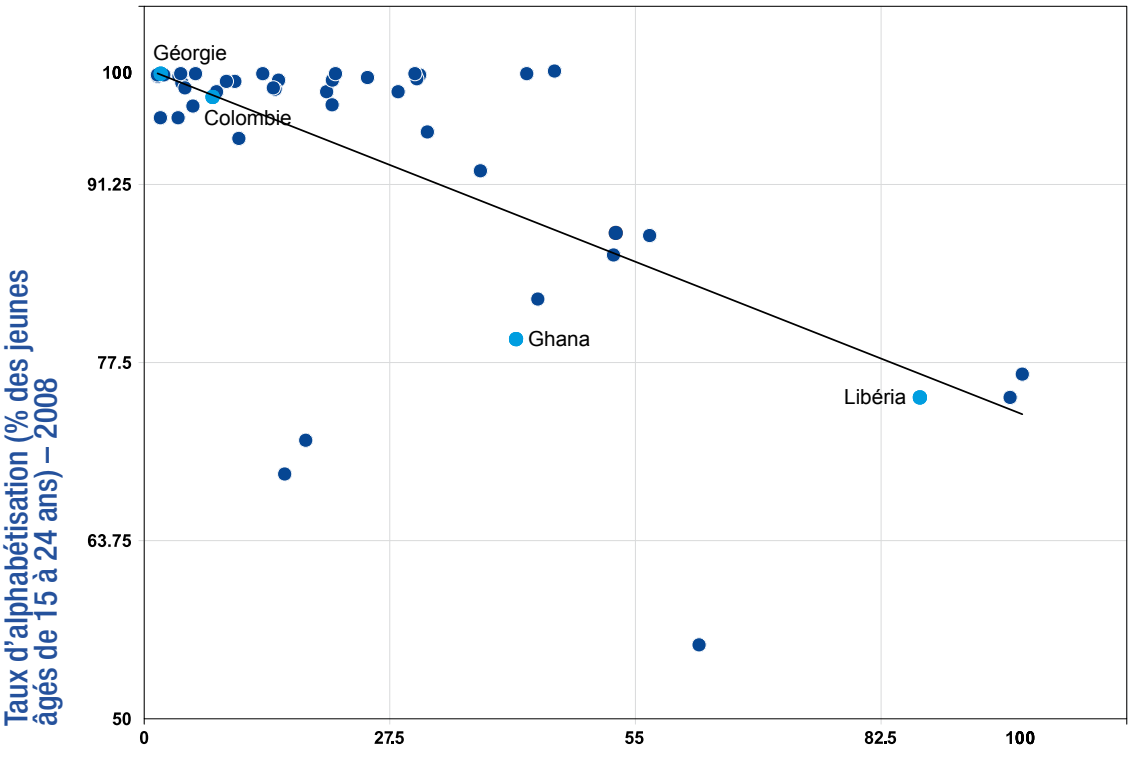
LA CORRUPTION ET L'ÉDUCATION : UN ACCÈS BLOQUÉ ET UNE QUALITÉ DÉTÉRIORÉE

Les recherches menées dans 50 pays montrent qu'il existe une corrélation nette et positive entre un niveau de corruption plus élevé et une qualité et un degré inférieurs de l'éducation dans un pays[iii]. L'analyse statistique effectuée par Transparency International dans le cadre du présent rapport aboutit à une conclusion similaire. Les données en provenance de 42 pays suggèrent qu'une pratique plus fréquente du payement de pots-de-vin est liée à un taux d'alphabétisation plus bas parmi les 15-24 ans, ce qui constitue un des indicateurs utilisés afin de retracer les progrès accomplis dans le domaine de l'éducation (OMD2). Cette corrélation vaut indépendamment du revenu national par habitant du pays[iv].

La corruption peut affecter les systèmes éducatifs de façons différentes et dévastatrices. Par exemple, dans nombre de pays, les écoles sont censées être gratuites et ouvertes à l'ensemble des étudiants. Pourtant, les conclusions d'une étude menée sur sept pays africains (**Ghana, Madagascar, Maroc, Niger, Sénégal, Sierra Leone et Ouganda**) montrent que 44 % des parents interrogés ont dû payer des frais illégaux afin de pouvoir envoyer leurs enfants à l'école[v].

FIGURE 2 : Corruption et taux d'alphabétisation

Remarque : les données sur les niveaux de corruption proviennent du *Baromètre mondial de la corruption* de TI (www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/gcb). Les moyennes par pays proviennent d'enquêtes d'usagers de services publics mises en œuvre dans le cadre du Baromètre. Toutes les autres données proviennent des Nations-Unies. Les pays présentés sur le graphique sont ceux figurant dans la section 3 du rapport.



Au **Bangladesh**, le problème des commissions occultes a même faussé les programmes de bourses d'études. C'est ainsi que, par exemple, une initiative visant à envoyer les fillettes issues de familles pauvres à l'école s'est avérée inefficace et onéreuse. Selon une étude menée par TI Bangladesh, 25 % des familles ayant participé au programme ont affirmé avoir payé un pot-de-vin. De plus, les personnes interrogées ont indiqué que lorsque les familles sont allées récupérer l'argent, près de la moitié des sommes avait disparu à cause de la corruption[vi].

Au **Pérou**, le problème de la corruption « douce » ou « silencieuse » constitue l'une des principales inquiétudes des citoyens, comme le signale une étude réalisée dans six régions par la section nationale de TI, Proética. La non-dispensation par les enseignants des cours dans le respect du programme et les irrégularités affectant les procédures administratives dans les écoles sont deux des doléances les plus souvent évoquées[vii].

LA CORRUPTION ET LES SOINS MÉDICAUX : DES TRAITEMENTS NON ACCESSIBLES QUI CONTRIBUENT AU DÉCÈS DES PATIENTS

La corruption dans le domaine de la santé affecte la disponibilité des fonds gouvernementaux dans le secteur, ainsi que la qualité des médicaments et des prestations de services.

De l'Azerbaïdjan à l'Ouganda, le détournement des fonds provenant des budgets de la santé est monnaie courante.

FIGURE 3 : BAROMÈTRE MONDIAL DE LA CORRUPTION, MORTALITÉ MATERNELLE ET REVENUS

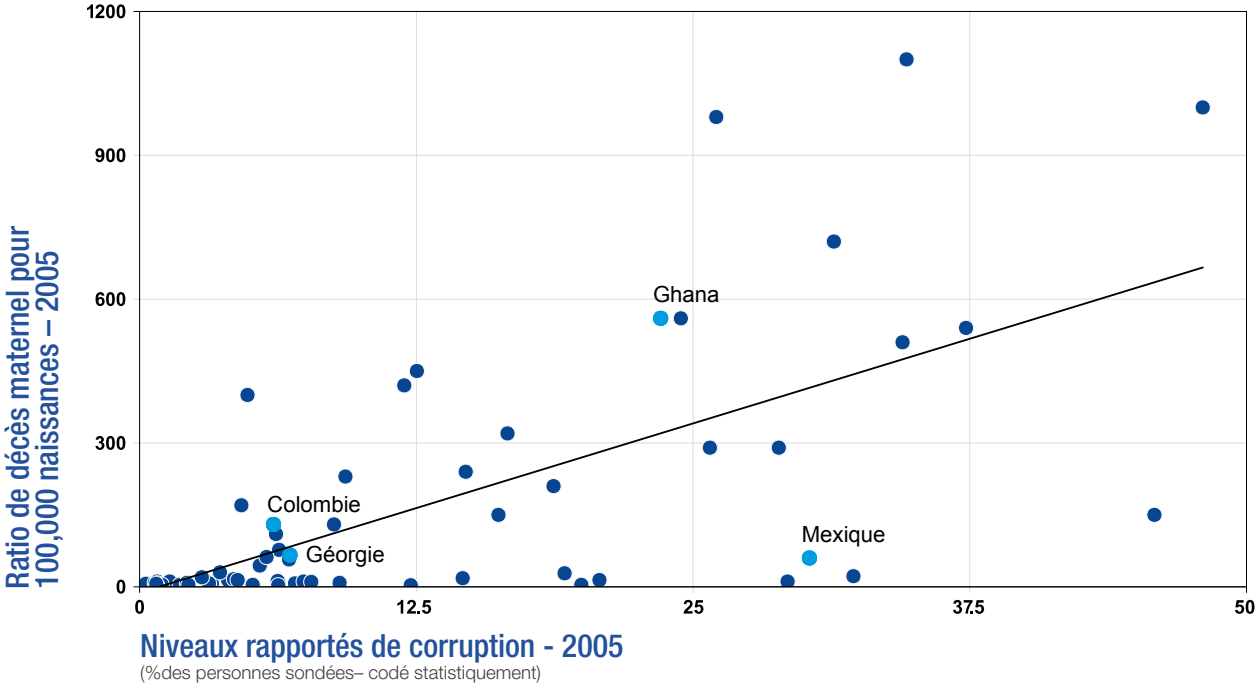
Remarque : la taille des bulles représente la note d'un pays dans *l'indice de perception de la corruption* (IPC) de Transparency International. Les bulles les plus grandes correspondent à une meilleure note et à un degré inférieur de perception de la corruption au sein du secteur public. Les pays mentionnés dans le graphique sont ceux dont les profils sont présentés dans la section trois du présent rapport.

Au **Liberia**, pays dans lequel le gouvernement en place combat la corruption avec vigueur, les audits effectués par la Commission générale d'audit nationale ont décelé de graves irrégularités commises par les employés du ministère de la Santé et des Affaires sociales du pays. Les enquêteurs ont découvert l'existence d'un écart de près de quatre millions de dollars US dans les fonds concernés, soit 20 % environ du budget total du ministère[viii].

L'existence de dessous-de-table et d'autres tractations opaques au sein de l'industrie pharmaceutique peut compromettre les programmes sanitaires les mieux conçus de n'importe quel pays. Les médicaments contrefaits et les approvisionnements de qualité inférieure pèsent lourd en termes de perte de vies et de ressources. En **Chine**, on considère que la généralisation des médicaments contrefaits est à l'origine de 200 000 à 300 000 décès par an[ix].

Comme dans le secteur de l'éducation, la corruption et paiements informels affectent bien trop souvent les systèmes de santé nationaux. Dans le domaine de l'éducation, les coûts engendrés par la corruption apparaissent avec le temps (à travers des taux d'abandon scolaire, des niveaux plus bas d'alphabétisation et un nombre limité d'emplois). Néanmoins, dans le secteur de la santé, les effets de la corruption sont immédiats : le décès des patients. D'après une étude récente menée par Amnesty International sur la santé maternelle au **Burkina Faso**, la corruption parmi le personnel médical constitue l'une des causes principales de décès de milliers de femmes enceintes[x]. Les femmes pauvres sont chassées des hôpitaux, dans la mesure où elles ne peuvent pas verser les payements irréguliers exigés par le personnel hospitalier en contrepartie de la dispense de soins.

Cet exemple du Burkina Faso est étayé par les conclusions de Transparency International, à savoir que la prépondérance de la corruption dans un pays est positivement corrélée aux taux de mortalité des femmes lors de l'accouchement[xi]. Ce rapport malheureux apparaît significatif, même si le revenu per capita et la part de dépense totale en matière de santé sont pris en compte. Les constatations de TI, fondées sur des données en provenance de 64 pays, suggèrent qu'une hausse de la corruption signalée est liée à une augmentation de la mortalité maternelle, et ce indépendamment de la richesse du pays ou du montant qu'il investit dans le secteur de la santé.



LA CORRUPTION ET L'EAU : DES SERVICES HORS DE PORTÉE ET DES RESSOURCES GASPILLÉES

Dans les pays en développement, on considère que la corruption fait augmenter le prix du raccordement d'une habitation au réseau d'assainissement à hauteur d'au moins 30 à 45 %[xii]. À Manille, le coût du raccordement au système des eaux privatisé est plus élevé que celui payé par un résident en moyenne dans les villes de Londres, New York ou Rome.

D'une manière générale, on estime qu'entre 20 et 70 % des ressources perdues dans le secteur de l'eau pourraient être économisées si la transparence se généralisait et si la corruption était éliminée[xiii]. En **Inde**, les experts dans le domaine de l'eau et de l'assainissement de l'État du Kerala ont calculé que les projets publics dans le secteur perdaient entre 20 et 30 % de leurs ressources à cause de la corruption[xiv]. Au **Kenya**, la corruption dans le secteur de l'eau se caractérise par des pots-de-vin, des factures d'eau non justifiées et des procédures opaques de passation de marchés publics. Selon une enquête réalisée par la section nationale de Transparency International au Kenya, 87 % des personnes interrogées à Nairobi ont dû payer des pots-de-vin pour pouvoir se raccorder au réseau d'eau de la ville[xv].

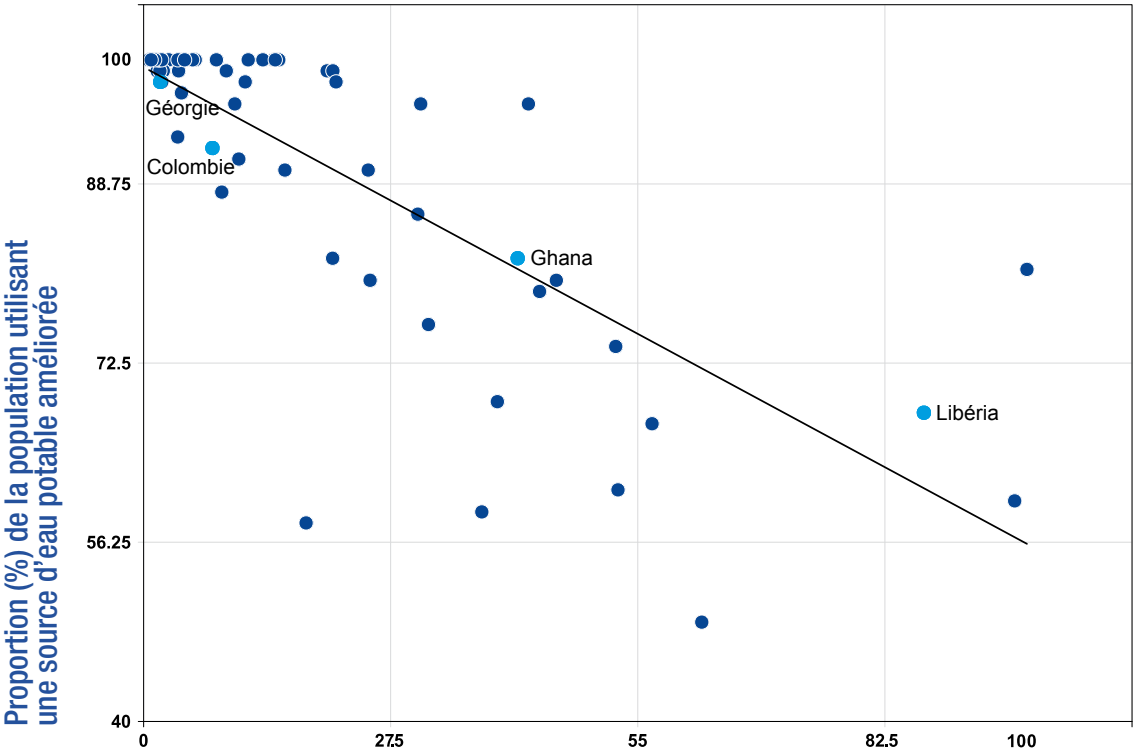
En raison de la corruption généralisée dans le secteur, 48 milliards de dollars US supplémentaires seront nécessaires, par rapport aux estimations initiales, afin de réaliser les OMD visant l'amélioration de l'accès à l'eau[xvi]. D'après les calculs, pour chaque investissement de un million de dollars US visant à raccorder les foyers aux canalisations d'eau (avec un coût estimé de 400 dollars US par branchement), 30 % de familles en moins pourraient être raccordées du fait de la corruption. Cette projection des coûts ne tient pas compte des retombées économiques incalculables que l'absence d'eau propre génère en matière de résultats dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'égalité de sexes et de la lutte contre la pauvreté[xvii].

L'analyse menée par Transparency International permet de conclure que l'accès d'une population à l'eau potable se trouve corrélé au niveau de corruption pratiquée dans le pays. Ce résultat, fondé sur des données issues de 51 pays, est indépendant du niveau de revenu national per capita et des sommes investies par le gouvernement dans les infrastructures publiques relatives à l'eau et à d'autres services[xviii]. Les résultats montrent que les effets statistiques de la corruption sont équivalents à ceux du revenu national per capita, à savoir : moins de corruption présente une corrélation identique par rapport à l'accès accru à l'eau potable que le revenu national *per capita*.

Lorsque la corruption est omniprésente dans l'éducation, la santé et l'accès à l'eau, les pauvres sont ceux qui en souffrent le plus. Si nous comparons les familles pauvres à d'autres groupes ayant différents revenus, il apparaît que les premières sont celles les plus sollicitées par le versements de pots-de-vin de faible montant. La corruption est ainsi transformée en impôt dégressif qui grève les revenus des ménages dans le besoin et qui sabote les tentatives d'éradication de la pauvreté en tant que partie intégrante de la réalisation des OMD. La section de Transparency International au **Mexique** a estimé que les familles pauvres dépensent quasiment un cinquième de leurs revenus en petits dessous-de-table. Une famille mexicaine type dépense 8 % de ses revenus sur un tel poste. En **Inde**, les enquêtes menées par la section nationale de TI ont mis en évidence, de façon analogue, que les pauvres devaient payer plus de 200 millions de dollars US par an en pots-de-vin afin de pouvoir accéder à 11 services « gratuits », dont la police, les hôpitaux, les écoles et les allocations chômage. Il existe même des preuves abondantes qui viennent démontrer que des dessous-de-table sont exigés des familles indiennes lorsqu'elles tentent d'obtenir des attestations qui certifient que leurs revenus se situent au-dessous du seuil de pauvreté national[xix].

FIGURE 4 : GCB, EAU ET REVENUS.

Remarque : la taille des bulles représente la note d'un pays dans *l'indice de perception de la corruption* (IPC) de Transparency International. Les bulles les plus grandes correspondent à une meilleure note, ainsi qu'à un degré inférieur de perception de la corruption au sein du secteur public. Les pays mentionnés dans le graphique sont ceux dont les profils sont présentés dans la section trois du présent rapport.



3. VERS UN CHANGEMENT : TRANSPARENCE, RESPONSABILITÉ ET INTÉGRITÉ DANS LES POLITIQUES ASSOCIÉES AUX OMD

Alors que les données statistiques et empiriques montrent les lourdes conséquences que la corruption entraîne sur le développement, d'autres constatations mettent en évidence que la prévention du problème s'avère clairement « payante » en termes d'OMD. L'analyse des données et les exemples des pays démontrent que la transparence, la responsabilité et l'intégrité induisent des changements positifs qui contribuent à promouvoir la réalisation des OMD.

Si, du point de vue statistique, un degré élevé de corruption présente une corrélation toute aussi pertinente qu'un faible niveau de revenu *per capita* par rapport à certains résultats en termes d'OMD, les analyses complémentaires effectuées par TI suggèrent qu'une **meilleure gouvernance constitue un indicateur d'égale importance lorsqu'il s'agit de comprendre les résultats enregistrés par un pays concernant ces objectifs**. Cela reste vrai même si l'on contrôle le revenu national et toute une série d'autres indicateurs, notamment les dépenses publiques, la paix et la stabilité du pays (voir l'annexe A et le tableau A.1).

L'analyse réalisée par TI se fonde sur une régression linéaire des données publiques issues de plus de 48 pays. Elle se porte sur les indicateurs officiels associés aux OMD (variable dépendante), ainsi que sur des indicateurs habituellement utilisés pour mesurer la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption (variables indépendantes). Les indicateurs associés aux OMD ont été choisis en fonction des cibles pour lesquelles les progrès accomplis en vue de la réalisation des Objectifs de 2015 ont été considérés par l'ONU comme étant lents au niveau international ou régional, à savoir : l'éducation primaire (OMD2), la santé maternelle (OMD5) et l'accès à l'eau potable (OMD7). Les indicateurs datent de 2005 et 2008 et ont été sélectionnés en fonction de la couverture et des données disponibles les plus récentes concernant les pays.

Nous avons testé la corrélation entre les cibles des OMD et les indicateurs en matière de transparence, de responsabilité et d'intégrité. Des mesures indirectes ont été prises concernant chacune de ces trois notions pour une année identique. Les conclusions générales sont illustrées dans le tableau 2.

D'après les résultats obtenus par TI, en utilisant l'accès du public à l'information en tant que variable indirecte[xx], un degré plus élevé de **transparence** est associé à des résultats scolaires plus performants dans un pays (mesurés par les taux d'alphabétisation parmi les jeunes de 15 à 24 ans). Ces conclusions suggèrent qu'un meilleur accès à l'information (telle que les budgets scolaires, les ressources mises à la disposition des écoles et les procédures de désignation des enseignants et des administrateurs des établissements scolaires) est corrélé de façon significative et positive à des taux d'alphabétisation plus élevés.

S'agissant de **l'intégrité**, notre analyse indique qu'il existe une corrélation entre de bons résultats en matière de lutte contre la corruption et d'application de la loi, d'une part, et la diminution du taux moyen de mortalité maternelle, d'autre part[xxi]. Il en va de même lorsque sont pris en compte le revenu *per capita* et l'ensemble des dépenses publiques dans le domaine de la santé. Ainsi, lorsque l'État de droit et la législation contre la corruption sont plus forts, la mortalité maternelle tend à décroître – et ce indépendamment de la richesse d'un pays et du niveau des ressources que le gouvernement consacre au secteur de la santé.

En ce qui concerne la **responsabilité**, les résultats indiquent qu'une responsabilité gouvernementale plus importante est positivement corrélée à un pourcentage plus élevé de population disposant d'un accès à l'eau potable[xxii]. Parmi les mesures susceptibles d'accroître la responsabilité, on pourrait citer le suivi exercé par les citoyens, la budgétisation participative et la supervision parlementaire. La corrélation entre accès à l'eau et responsabilité apparaît également significative, et ce même lorsque les investissements du gouvernement dans les infrastructures publiques sont pris en considération.

TI a également effectué une autre analyse relative à la responsabilité, à partir de données communautaires concernant l'éducation, la gestion des écoles et les résultats scolaires (variables dépendantes). Ces données datent de l'année 2008 et proviennent de plus de 300 écoles de six pays africains (Ghana, Madagascar, Maroc, Sénégal, Sierra Leone et Ouganda)[xxiii]. D'après nos constatations, les écoles qui rendent des comptes auprès des parents, des comités de direction scolaires et des organismes gouvernementaux ont plus de chances de bénéficier d'une meilleure gestion. La responsabilité est évaluée en observant la façon dont les ménages, les directeurs et les associations parents-enseignants répondent à toute une série de questions y afférentes (voir l'annexe B). Les résultats plus détaillés suggèrent également qu'il existe un lien positif entre la responsabilité et les résultats enregistrés par une école[xxiv].

Ces résultats statistiques apportent un argument aux responsables politiques pour adopter une approche de lutte contre la corruption dans le cadre des stratégies associées aux OMD. Les politiques et les projets y afférents gagneraient à intégrer des mesures de transparence, de responsabilité et d'intégrité, dans le but de progresser vers la réalisation des Objectifs. De plus, les résultats analytiques obtenus mettent en exergue le besoin de créer un environnement global dans lequel l'accès à l'information serait assuré, la législation anti-corruption et toutes autres dispositions légales pertinentes appliquées et des mécanismes visant à obtenir une responsabilisation accrue concernant les actes du gouvernement instaurés.

La mise en pratique de ce qui précède pourrait prendre diverses formes. Dans toutes les régions, les sections nationales de Transparency International œuvrent à l'intégration de mesures de transparence, de responsabilité et d'intégrité dans les politiques et dans les programmes afférents aux OMD.

TABLEAU 2 : Le catalyseur de la lutte contre la corruption : résumé des conclusions analytiques concernant les OMD

Remarque : les données de ce tableau se fondent sur les résultats statistiques figurant en annexe A.

OMD	INDICATEUR OMD	INDICATEUR LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	ÉCHANTILLON DE PAYS	CONCLUSIONS
OBJECTIF 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous	2.3 Taux d'alphabétisation des 15-24 ans, femmes et hommes	Accès à l'information (TRANSPARENCE)	53	Il existe une corrélation entre un niveau élevé de transparence et un taux plus important d'alphabétisation parmi les jeunes d'un pays.
OBJECTIF 5 : Améliorer la santé maternelle	5.1 Taux de mortalité maternelle	Initiatives de lutte contre la corruption et d'application de la loi (INTÉGRITÉ)	48	Une mortalité maternelle plus faible est associée aux bons résultats enregistrés par un pays en matière de lutte contre la corruption et d'application de la loi.
OBJECTIF 7 : Assurer un environnement durable	7.8 Proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée	Responsabilité des institutions (RESPONSABILITÉ)	63	Il existe une corrélation positive entre une responsabilité du gouvernement accrue et un accès à l'eau plus large.

TRANSPARENCE : ASSURER L'ACCÈS À L'INFORMATION POUR AMÉLIORER LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES

En **Géorgie**, la section nationale de TI a promu la transparence dans les financements des donateurs et des gouvernements destinés à l'un des groupes les plus défavorisés du pays, à savoir les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI). Les donateurs jouent un rôle important afin de permettre à la Géorgie de réaliser les OMD. En effet, le pays n'a encore atteint aucun des Objectifs, malgré les efforts accomplis. Suite au conflit de 2008 avec la Russie, le gouvernement a lancé à la hâte un vaste programme pour les PDI, grâce au soutien des donateurs. Cette initiative prévoyait notamment la mise à disposition d'hébergements. TI Géorgie a assuré le suivi de la transparence de ce programme et participé aux travaux d'un comité de direction de haut niveau chargé des questions relatives aux PDI. C'est par le biais de ce forum, ainsi que d'autres groupes de travail, que TI Géorgie a obtenu toute une série d'engagements formels des donateurs et du gouvernement en matière de transparence, de responsabilité et d'adhésion aux normes relatives à la construction des habitations et aux procédures de sélection des bénéficiaires. Cette section nationale a également coopéré avec le gouvernement afin d'attirer l'attention du public sur les programmes mis en place au profit des PDI, et publié sur Internet l'ensemble des contrats de construction des projets de logement des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

Transparencia Mexicana, la section nationale de TI au **Mexique**, a travaillé avec le gouvernement du pays afin de renforcer la transparence et l'intégrité de son fonctionnement interne et de ses programmes sociaux. Alors que le Mexique est un pays à revenu intermédiaire qui atteint la plupart des OMD, il existe des disparités au niveau des progrès accomplis en fonction des États et des groupes sociaux[xxv]. Transparencia Mexicana a coopéré avec le Programme des Nations Unies pour le développement afin de créer une plateforme de supervision (www.programasociales.org.mx) permettant d'assurer le suivi des politiques sociales mexicaines visant à faire reculer la pauvreté parmi les groupes les plus vulnérables du pays. Cette nouvelle plateforme en ligne fournit des informations au public sur 730 programmes, notamment les conditions d'éligibilité, la couverture géographique, le nombre de bénéficiaires, le budget et le financement y afférents.

RESPONSABILITÉ : ÉTABLIR UN CONTRÔLE COMMUNAUTAIRE DES SERVICES DE BASE

Au **Bangladesh**, la section nationale de TI (TI Bangladesh) s'est efforcée de promouvoir la réalisation complète des OMD, en améliorant la responsabilité et en luttant contre la corruption en matière de fourniture de services de base. Cette section a travaillé au niveau local afin d'établir des Comités de citoyens engagés. Ces comités réunissent 6 000 membres, composés de jeunes de la section et d'autres programmes de bénévolat, afin d'assurer le suivi des disfonctionnements qui affectent les services aux communautés, tels que l'éducation et la santé. Un comité a ainsi découvert qu'un hôpital local pratiquait des surfacturations concernant les frais d'admission. Grâce aux consultations menées par le comité, l'hôpital s'est engagé à corriger le problème et à mettre en place un fond destiné à couvrir les frais d'admission des patients dans le besoin. Seulement six mois plus tard, 1 100 personnes avaient bénéficié de ce fond et le tarif correct était appliqué. Ces comités travaillent de plus en plus aux côtés des communautés, afin de développer un système d'accord dénommé « promesses d'intégrité ». Ces promesses portent sur une série de principes que les dirigeants locaux s'engagent à respecter lors de la mise à disposition de services publics au profit des citoyens. Elles nécessitent trois signataires, à savoir : 1) les autorités locales (les représentants publics), 2) les bénéficiaires des services (les citoyens) et 3) les Comités de citoyens engagés (la société civile). Jusqu'à ce jour, 18 promesses d'intégrité ont été signées, dont la moitié avec des écoles primaires.

Si la **Colombie** a enregistré des avancées considérables concernant la plupart des OMD, les progrès se sont essoufflés en matière d'élimination de la pauvreté (OMD1), d'égalité des sexes (OMD3) et d'amélioration de la santé (OMD 4, 5 et 6)[xxvi]. La section nationale de TI, Transparencia por Colombia, a concentré ses efforts sur certains domaines, en s'associant au gouvernement et aux donateurs afin de lancer un Fond de contrôle social (Fondo de Control Social). Ce dispositif apporte son soutien à 15 initiatives de supervision citoyenne qui ciblent la mise à disposition des services de base essentiels : l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement. On estime que cette supervision citoyenne a permis au gouvernement d'économiser 5,4 millions de dollars US – montant qui, en ayant échappé à la corruption, a directement profiter à près de 10 000 colombiens. À Carthagène, la section a travaillé, par le biais du fond, avec un groupe local de femmes dans le but d'améliorer les services sanitaires non couverts par le système de santé subventionné par l'État. Dans le cadre de cette initiative, le prestataire des services de santé (le département sanitaire de Carthagène) et les usagers ont été réunis afin de revoir la réglementation applicable – et de veiller ainsi à ce que les citoyens ne soient pas privés de leur droit constitutionnel de bénéficier des soins médicaux[xxvii].

INTÉGRITÉ : APPORTER DES CONNAISSANCES ET DES CAPACITÉS EN VUE D'UN CHANGEMENT DURABLE

La section nationale de TI au **Ghana**, Initiative pour l'intégrité au Ghana (Ghana Integrity Initiative,GII), a œuvré afin de promouvoir l'intégrité sur le plan local concernant l'accès à l'eau, l'une des cibles sectorielles que le pays a du mal à atteindre dans le cadre de la réalisation des OMD[xxviii]. GII a concentré son travail sur le renforcement des mécanismes de supervision dont les citoyens disposent au niveau local dans le cadre des comités communautaires des eaux dans trois zones rurales en dehors de la capitale. Préalablement à l'intervention de la section, la participation communautaire à ces comités était très faible et aucune réunion n'y avait été organisée. La section a aussi œuvré en vue du développement des compétences des comités des eaux. Elle a également apporté son assistance à des groupes défavorisés afin de favoriser leur implication dans la prise de décisions au niveau local, de sorte à garantir la qualité et le caractère abordable de l'approvisionnement en eau. C'est ainsi qu'à titre d'exemple, les comités ont contribué au développement de mécanismes de suivi plus efficaces, ainsi qu'au renforcement des contrôles interne (par le biais de l'introduction de la comptabilité et de la reddition de comptes). Dans le même temps, la section a instauré des mécanismes de désignation de membres des communautés chargés d'intégrer des « équipes de suivi et d'évaluation » concernant la totalité des processus.

Instaurer une compréhension commune quant à la manière dont les services doivent être fournis avec intégrité, telle est l'approche qu'a adoptée le Centre pour la transparence et la responsabilité du Liberia (Center for Transparency and Accountability in Liberia, CENTAL). Le CENTAL est l'un des groupes de contact de Transparency International. Il travaille avec les communautés de quatre des 15 comtés qui composent le **Liberia**. D'après le dernier rapport de suivi sur les OMD, le pays est encore bien loin d'avoir réussi à éliminer la pauvreté (OMD1) et accuse un retard concernant les autres Objectifs[xxix]. Le CENTAL a tendu les bras aux citoyens pauvres et marginalisés en instituant des Comités de surveillance de la pauvreté (« Poverty Watch Councils ») et des Clubs d'intégrité (« Integrity Clubs », ou iClubs[xxx]. Les Comités de surveillance de la pauvreté (dont les cinq membres sont élus) et les iClubs (dont les membres, bénévoles, sont issus de la communauté et des écoles) ont été formés afin d'assurer le suivi des problèmes de corruption dans les communautés défavorisées. La plupart des inquiétudes des communautés portent sur l'amélioration de l'intégrité dans les marchés publics et les infrastructures de mauvaise qualité relatives aux services de base, tels que l'eau, la santé et les services publics.

4. DÉFINIR LA VOIE À SUIVRE : LES DOMAINES D'ACTION

Afin d'établir un lien plus étroit entre les initiatives de développement et de lutte contre la corruption, Transparency International appelle l'ensemble des parties prenantes (les dirigeants, les députés, les fonctionnaires, le secteur privé, la société civile et les citoyens) à adopter une nouvelle approche vis-à-vis des OMD. Ce changement de cap stratégique doit permettre de renforcer les actions et les politiques visant à promouvoir la transparence, la responsabilité et l'intégrité, en tant que éléments participant à la réalisation des Objectifs.

Les résultats empiriques et les données d'observation présentés dans ce rapport envoient un message sans équivoque concernant les OMD : la transparence, la responsabilité et l'intégrité doivent faire parties intégrantes des plans d'action afin d'atteindre les Objectifs et de maintenir les acquis au-delà de 2015. Ces questions ne peuvent plus être traitées indépendamment des stratégies conçues dans le but d'atteindre l'éducation pour tous ou de réduire la mortalité maternelle.

TRANSPARENCE

Un premier pas vers la promotion de la transparence consiste à **publier régulièrement des informations sur les efforts accomplis en matière de gouvernance et de lutte contre la corruption afin de progresser dans la réalisation des OMD**. Les rapports sur les OMD nationaux pourraient notamment être utilisés à cette fin. Ces rapports sont rédigés par les donateurs et par les pays partenaires dans le but de montrer les progrès obtenus pour chacun des Objectifs. Il pourrait également être envisagé d'avoir recours aux stratégies d'aide pays, aux plans de développement nationaux ou à d'autres cadres, au sein desquels pourraient être intégrés des chapitres concernant les modalités de financement, de mise en œuvre et l'état d'avancement d'un travail de lutte contre la corruption qui porte ses fruits.

La deuxième étape correspond à la mise en place d'initiatives favorisant la transparence. Celles-ci peuvent prendre la forme de lois nationales relatives à l'accès à l'information, afin de créer un cadre juridique général en vue d'améliorer la transparence. Les efforts dans ce domaine peuvent également inclure des campagnes d'information destinées à renseigner les citoyens sur leurs droits publics. Un autre moyen de promouvoir la transparence pourrait passer par la formulation de promesses collectives de la part des pays pour améliorer l'accès à l'information, notamment concernant les revenus tirés des ressources naturelles (par exemple, l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives), ou les flux d'aide (par exemple, l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide).

L'ensemble de ces mécanismes permettrait aux députés, aux citoyens et aux médias d'assurer un meilleur suivi de l'utilisation des ressources internes ou de celles fournies par les donateurs. Ces mécanismes accorderaient également la possibilité de retracer les retombées des politiques publiques, des budgets, des procédures d'attribution des marchés publics et des projets (sur les efforts de lutte contre la corruption et de développement). Cette transparence accrue contribuerait à la réalisation des engagements contractés par les pays dans le cadre d'autres accords et conventions, notamment la Déclaration universelle des droits de l'Homme (1948, article 19), la Convention de l'ONU contre la corruption (2003) et le Programme d'action d'Accra (2008).

« Nous apportons l'information aux gens jusqu'au seuil de l'hôpital dans lequel ils se rendent et les informons de leurs droits élémentaires, des services disponibles au sein de l'hôpital concerné … C'est ainsi que les gens commencent […] à se poser des questions et à demander aux prestataires : « Je sais que ce service est gratuit. Alors pourquoi me demandez-vous de payer ? ».

- Iftekhar Zaman, directeur exécutif de TI Bangladesh et membre du conseil de Transparency International.

RESPONSABILITÉ

La responsabilité concernant les progrès accomplis en matière d'OMD sur le plan national pourrait être promue par l'adoption de mesures visant à faciliter une implication accrue des membres des communautés, y compris des femmes et d'autres groupes vulnérables. Comme les exemples des sections nationales de TI l'ont montré, cette démarche peut et devrait bénéficier du soutien des organisations de la société civile. Ces efforts s'avèrent plus efficaces lorsque les fonctionnaires nationaux et locaux sont disposés à prendre un tel engagement. De même, les initiatives ont eu davantage de succès lorsqu'elles étaient intégrées dans le cadre de politiques ou de programmes plus larges associés aux OMD, plutôt que lorsqu'elles ont été mises en œuvre en tant qu'initiatives indépendantes.

Une responsabilité accrue pourrait également découler d'une supervision politique plus large des politiques et des décisions adoptées en matière d'OMD. Ceci peut être réalisé grâce à des activités telles que le suivi et la budgétisation participative, susceptibles d'être associés aux décisions et aux mesures prises par un gouvernement. L'utilisation des promesses d'intégrité, comme au Bangladesh ou dans d'autres pays, constitue un mécanisme viable en vue du renforcement de la responsabilité politique. Ceci pourrait être appliqué tant aux projets qu'aux secteurs ou aux communautés.

Enfin, la responsabilité implique également de trouver les outils appropriés, tels que les contre-rapports et les cartes de pointage, afin de contraindre les gouvernements à rendre compte de leurs engagements tant à l'échelle internationale qu'aux niveaux national et local. De nombreuses promesses formulées par les gouvernements du monde entier n'ont toujours pas été tenues (y compris en matière d'OMD, de lutte contre la corruption, d'aide et de financement du développement.) Ces engagements publics constituent un moyen pour les politiciens, les députés, les entreprises, la société civile, les citoyens et les médias, de vérifier que les promesses ont été tenues et de demander officiellement des réponses lorsque les cibles ne sont pas atteintes.

INTÉGRITÉ

Le travail accompli par les sections nationales de TI illustre à plusieurs reprises la façon dont l'intégrité pourrait être encouragée en mobilisant et en renforçant les capacités des différents groupes et acteurs, afin de renverser les règles du jeu. L'intégrité dans les programmes des OMD pourrait également être soutenue par la mise en place de politiques nationales qui constitueraient un environnement propice à l'accès à l'information, l'application de la loi et la responsabilité au niveau gouvernemental. La Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) offre un cadre politique permettant d'aborder ces deux dimensions.

La CNUCC, ratifiée par 145 pays, pose les bases requises pour rendre l'action citoyenne plus efficace et une gouvernance saine possible. La CNUCC comporte des dispositions qui préconisent des politiques en faveur des OMD, y compris concernant la transparence dans les procédures de passation des marchés publics (article 9), l'ouverture du gouvernement (article 10) et la participation de la société civile (article 13). De plus, la convention apporte une réponse juridique face à la demande et à l'offre en matière de corruption susceptible de caractériser un secteur, un service ou un gouvernement en particulier.

Tout gouvernement a un rôle à jouer dans l'application de la CNUCC. Ceux qui ont ratifié cette convention doivent à présent la mettre en œuvre et en assurer le suivi. Certains pays ont besoin d'adopter de nouvelles lois ou de réformer leurs législations antérieures. D'autres parties prenantes, telles que les donateurs, pourraient apporter leur soutien à ce processus, par le biais de l'aide au développement, afin de consentir les financements requis pour que la convention puisse être appliquée. Dans un souci de convergence, la mise en œuvre de la CNUCC (ou des promesses de lutte contre la corruption associées) pourrait être intégrée au sein des stratégies nationales de développement, ou encore dans les plans d'action relatifs aux OMD des pays.

La promotion de l'intégrité en tant qu'élément des OMD implique également d'identifier les points faibles, ainsi que d'évaluer les ressources nécessaires à leur rectification. Une telle analyse pourrait être intégrée au chiffrage et aux évaluations des coûts afférents aux OMD effectués par l'ONU et par d'autres organisations multilatérales. Les investissements nécessaires en matière de gouvernance et de lutte contre la corruption par secteur pourraient être pris en compte, y compris ceux requis en vue de la mise en œuvre de la CNUCC. Les efforts d'analyse passés et présents concernant les lacunes d'un pays dans l'application de la CNUCC constituent un bon point de départ pour s'atteler à cette tâche.

ANNEXE A. ANALYSE QUANTITATIVE DES CORRÉLATIONS EXISTANTES ENTRE LES NOTIONS DE GOUVERNANCE ET LES INDICATEURS DES OMD SÉLECTIONNÉS

Dans le cadre de la rédaction du présent rapport, TI a examiné les rapports existant entre les notions de gouvernance et les performances des pays vis-à-vis des OMD, à partir des indicateurs associés aux OMD sélectionnés. Nous avons entrepris une simple analyse de régression linéaire des données disponibles concernant les objectifs visant à assurer l'éducation primaire pour tous (OMD2), améliorer la santé maternelle (OMD5) et garantir l'accès à un approvisionnement en eau potable (OMD7). Ces trois OMD ont été choisis au vu de la progression (plus lente que celle escomptée) de leur réalisation pour 2015, tel que signalé par l'ONU dans son rapport le plus récent (juillet 2010). De même, ces objectifs ont été retenus en raison du travail antérieurement accompli par TI (tant du point de vue quantitatif que qualitatif) concernant la corruption dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'eau.

Les pays constituent l'unité d'analyse, et les données analysées sont celle de l'année la plus récente pour laquelle une couverture suffisante est disponible. Les modèles dont les résultats ont été les plus satisfaisants ($R^2 > 0,5$) sont présentés dans les tableaux A.2 à A.6.

VARIABLES DÉPENDANTES

Des analyses distinctes ont été effectuées pour chacun des trois objectifs susvisés utilisant pour ce faire, en tant que variable dépendante, l'indicateur lié à chacun des OMD avec les données disponibles les plus satisfaisantes en termes d'opportunité et de couverture. Ces indicateurs sont :

- pour l'OMD2 : le taux d'alphabétisation des 15-24 ans (indicateur de suivi des progrès accomplis 2.3) ;
- pour l'OMD5 : le taux de mortalité maternelle (indicateur de suivi des progrès accomplis 5.1) ;
- pour l'OMD7 : la proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée (indicateur de suivi des progrès accomplis 7.8).

VARIABLES INDÉPENDANTES

La relation entre les indicateurs des OMD sélectionnés et plusieurs indicateurs de gouvernance a été analysée, dont les indicateurs suivants :

- les données du Baromètre mondial de la corruption de TI (www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/gcb), utilisées en tant qu'indicateur indirect, afin de mesurer le niveau de corruption d'un pays (les moyennes pays ont été prises en considération) ;
- le *Global Integrity Index* (indice mondial de l'intégrité) (www.globalintegrity.org/data/downloads.cfm) et les indicateurs y afférents concernant l'application de la loi, l'accès à l'information et la responsabilité ;
- les indicateurs mondiaux de la gouvernance de la Banque mondiale (info.worldbank.org/governance/wgi/index.asp), en tant qu'indicateur indirect de gouvernance concernant la transparence et la responsabilité.

VARIABLES DE CONTRÔLE

Dans le cadre de l'analyse effectuée, nous avons contrôlé le revenu national brut (RNB) per capita. Souvent considéré comme indicateur indirect du développement général d'un pays, le revenu per capita était censé expliquer une bonne partie des variations constatées concernant les indicateurs des OMD dans différents pays (le jeu de données complet est disponible à l'adresse suivante : mdgs.un.org).

Lorsque les données nécessaires étaient disponibles, les modèles ont également contrôlé pour la part de dépense publique dans un secteur donné, en pourcentage du produit intérieur brut (santé), ou encore, à titre d'indicateur indirect, le niveau général d'investissement public dans les infrastructures (accès à l'eau potable). Ceci a été mesuré en utilisant la part de formation brute de capital en tant que pourcentage du produit intérieur brut (PIB).

Malheureusement, les données concernant les dépenses publiques en matière d'éducation étant limitées, cela n'a pas permis de disposer d'un échantillon suffisamment large et solide pour évaluer la corrélation entre les indicateurs de gouvernance et de corruption et le taux d'alphabétisation d'un pays donné, tout en contrôlant, de manière concomitante, la dépense dans le secteur concerné.

Afin de s'assurer que la stabilité politique ne soit pas le facteur principal expliquant les variations aussi bien des indicateurs des OMD que ceux de la gouvernance, l'indicateur mondial de gouvernance « stabilité politique et absence de violence » a été intégré aux modèles en tant que variable de contrôle.

LES DONNÉES ET LES SOURCES

Le tableau A.1 présente la liste des indicateurs utilisés dans le cadre de l'analyse définitive, ainsi que les sources afférentes. Pour chacune des quatre régressions statistiques effectuées, le nombre d'observations s'est vu restreint du fait d'une couverture de données pays limitée. Bien que l'analyse comporte des observations relatives à plus de 150 pays, les modèles les plus satisfaisants et présentant les valeurs les plus significatives sont ceux qui incluent des indicateurs issus du Baromètre mondial de la corruption. Ceci a restreint le nombre d'observations à 69 pour les années 2005 et 2009. De plus, le nombre limité de données pays concernant certaines variables de contrôle et variables dépendantes (telles que l'accès à l'eau potable et le taux d'alphabétisation) ont restreint encore davantage le nombre d'observations.

Certains des modèles testés ont finalement été abandonnés, en raison du nombre trop réduit des observations s'y rapportant.. De même, le nombre généralement restreint d'observations dans les modèles choisis a donné lieu à un choix de variables de contrôle susceptibles de couvrir les pays dans le cadre des échantillons utilisés.

TABLEAU A.1 : Indicateurs et sources de données

INDICATEUR	NOTION CORRÉLÉE	SOURCE	VARIABLE
VARIABLES DÉPENDANTES			
Taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes en 2005	Santé maternelle	Indicateurs associés aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)[xxx]	**MaternalMt05**
Taux d'alphabétisation des 15- 24 ans (%) en 2007/2008	Qualité de l'éducation primaire	Indicateurs associés aux OMD	**Literacy0708v**
Proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée en 2005	Accès à l'eau potable	Indicateurs associés aux OMD	**Water05**
Proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée en 2008	Accès à l'eau potable	Indicateurs associés aux OMD	**Water08**
VARIABLES INDÉPENDANTES			
Baromètre mondial de la corruption en 2005 de TI, question 5 (pots-de-vin payés au cours de cette année ; oui = 1, non = 0)	Pratique de la corruption	Baromètre mondial de la corruption 2005 de TI[xxx]	**Bribery05**
Baromètre mondial de la corruption 2009 de TI, question 5 (pots-de-vin payés au cours de cette année ; oui = 1, non = 0)	Pratique de la corruption	Baromètre mondial de la corruption 2009 de TI[xxx]	**Bribery05**
Indice mondial de l'intégrité, indicateur de lutte contre la corruption et respect de l'État de droit ; données combinées de 2004/2006[xxx]	Institutions de lutte contre la corruption et de respect de l'État de droit	Global Integrity[xxx]	**AC_RoL0406**
Indice mondial de l'intégrité, indicateur de la responsabilité gouvernementale ; données combinées de 2007/2008	Responsabilité	Global Integrity	**Account0708**
Indice mondial de l'intégrité, accès du public à l'information ; données combinées de 2007/2008	Transparence	Global Integrity	**AccessInf0708**
VARIABLES DE CONTRÔLE			
Revenu national brut per capita en 2005 (enregistré)[xxx]	Revenu per capita	Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale[xxx]	**GNIpc05ln**
Revenu national brut per capita en 2008 (enregistré)	Revenu per capita	Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale	**GNIpc08ln**
Formation brute de capital en 2005	Investissements dans les infrastructures publiques	Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale	**PubInvest05**
Formation brute de capital en 2008	Investissements dans les infrastructures publiques	Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale	**PubInvest08**
Dépense publique dans la santé en 2005	Dépense publique dans le secteur sanitaire	Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale	**HealthExp05**
Stabilité politique et absence de violence en 2008	Stabilité politique	Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale[xxx]	**PolStab08**

RÉSULTATS DE LA RÉGRESSION

Dans le souci de disposer d'un nombre suffisant d'observations afin de pouvoir effectuer une analyse de régression linéaire MCO (aux moindres carrés ordinaires), nous avons testé des modèles multiples avec différentes variables de contrôle et variables indépendantes pour chacune des variables dépendantes. Pourtant, l'ensemble des modèles présentés ci-dessous explique plus de 50 % de la variance de variable dépendante ($R^2 > 0,5$).

TABLEAU A.2 : RÉSUMÉ DES CONSTATATIONS EMPIRIQUES À L'ÉCHELLE DES PAYS

Remarque : le tableau ci-après présente un aperçu descriptif des principaux résultats constatés pour chacun des objectifs.

OBJECTIF OU CIBLE	INDICATEUR ANALYSÉ	CONSTATATIONS PRINCIPALES
OBJECTIF 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous	2.3 Taux d'alphabétisation des 15-24 ans, femmes et hommes	Un faible degré de corruption ainsi qu'un niveau élevé de transparence, sont corrélés à un taux d'alphabétisation plus élevé parmi la jeunesse d'un pays.
OBJECTIF 5 : Améliorer la santé maternelle	5.1 Taux de mortalité maternelle	La corruption répandue est associée à un taux de mortalité maternelle plus élevé. Une mortalité maternelle plus faible est associée aux bons résultats d'un pays en matière de lutte contre la corruption et l'application de la loi.
OBJECTIF 7, cible 7C : Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population ne disposant pas d'un accès durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base	7.8 Proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée	Le niveau de corruption pratiquée dans un pays est lié à l'accès à l'eau potable presque autant que le niveau de revenu national per capita. Un degré de responsabilité gouvernementale plus élevé est positivement corrélé à un accès plus large à l'eau potable.

1. LA RESPONSABILITÉ ET L'ACCÈS À L'EAU POTABLE EN 2008

Le modèle 1 suggère l'existence d'une relation positive importante entre la responsabilité gouvernementale et l'accès à l'eau potable, avec en tant que variable de contrôle, le revenu national per capita. Le modèle 2 vient contrôler également l'investissement gouvernemental dans les infrastructures publiques, utilisant comme indicateur indirect la formation brute de capital, en pourcentage du PIB.

TABLEAU A.3 : RÉSULTATS MCO : RESPONSABILITÉ ET ACCÈS À L'EAU POTABLE EN 2008

	MODÈLE 1		MODÈLE 2	
	Water08	Bêta	Water08	Bêta
GNIpc08ln	7,28 (1,08)***	0,62	7,51 (1,12)***	0.61
PubInvest08			0,69 (0,20)***	0.31
Account0708	0,23 (0,09)***	0,24	0,19 (0,09)**	0.20
Constante	15,01* (8.42)		-1,29 (10,07)***	
Nombre d'observations	63		52	
R^2	0,55		0,63	

* significatif au niveau 0,1 ; ** significatif au niveau 0,05 ; *** significatif au niveau 0,01.

Erreurs types entre parenthèses ;
bêta = coefficients standardisés.

2. LA CORRUPTION ET L'ACCÈS À L'EAU POTABLE EN 2008

Le modèle 1 suggère un effet linéaire significatif entraîné par la corruption pratiquée dans un pays concernant l'accès à l'eau potable, avec en tant que variable de contrôle, le revenu national per capita. Cet effet est important même lorsque la part d'investissement public dans les infrastructures est intégrée aux variables de contrôle (modèle 2).[xxx]

LA CORRUPTION ET L'ACCÈS À L'EAU POTABLE EN 2005

À partir des données de 2005, le modèle 1 suggère que l'effet négatif de la corruption sur l'accès à l'eau potable présenté dans le tableau A.5 persiste dans le temps. Il en va de même en cas d'application de la part d'investissement public sur les infrastructures en tant que variable de contrôle (mesurée par la formation brute de capital en part du PIB, voir modèle 2).

TABLEAU A.4 : RÉSULTATS MCO : LA CORRUPTION ET L'ACCÈS À L'EAU POTABLE EN 2008

	MODÈLE 1		MODÈLE 2	
	Water08	Bêta	Water08	Bêta
GNIpc08ln	4,21 (0,90)***	0,49	4,08 (0,82)***	0,49
PubInvest08			0,42 (0,14)***	0,22
Bribery08	-24,13 (5,95)***	-0,42	-24,63 (5,10)***	-0.47
Constante	10,38 (7,60)		49,75 (9,15)***	
Nombre d'observations	59		51	
R^2	0,70		0,77	

* significatif au niveau 0,1 ; ** significatif au niveau 0,05 ; *** significatif au niveau 0,01.

Erreurs types entre parenthèses ;
bêta = coefficients standardisés.

TABLEAU A.5 : RÉSULTATS MCO : LA CORRUPTION ET L'ACCÈS À L'EAU POTABLE EN 2005

	MODÈLE 1		MODÈLE 2	
	Water05	Bêta	Water05	Bêta
GNIpc05ln	4,22 (0,96)***	0,49	4,46 (0,96)***	0.54
PubInvest05			0,31 (0,24)	0.11
Bribery05	-40,99 (12,68)***	-0,36	-32,71 (12,88)***	-0.30
Constante	-21,94 (18,93)		50,45 (11,83)	
Nombre d'observations	62		61	
R^2	0,63		0,62	

* significatif au niveau 0,1 ; ** significatif au niveau 0,05 ; *** significatif au niveau 0,01.

Erreurs types entre parenthèses ;
bêta = coefficients standardisés.

CORRUPTION, ACCÈS À L'INFORMATION ET TAUX D'ALPHABÉTISATION DES 15-24 ANS (%) EN 2007/2008

Le modèle 1 suggère une relation positive importante entre l'accès à l'information et le taux d'alphabétisation des 15-24 ans, avec en tant que variables de contrôle, le revenu national per capita et la stabilité politique. Le modèle 2 suggère une relation négative importante entre la corruption et le taux d'alphabétisation, avec les mêmes variables de contrôle.

TABLEAU A.6 : CORRUPTION, ACCÈS À L'INFORMATION ET TAUX D'ALPHABÉTISATION DES 15-24 ANS (%) EN 2007/2008

	MODÈLE 1		MODÈLE 2	
	Literacy 0708	Bêta	Literacy 0708	Bêta
GNIpc08ln	5,40 (1,10)***	0,57	3,87 (1,44)***	0,46
PolStab08	0,63 (1,59)	0,04	1,04 (1,60)	0,08
AccessInf0708	0,01 (0,05)**	0,24		
Corruption08			-13,3 (6,38)**	-0,32
Constante	43,59 (8,54)***		38,52 (9,16)***	
Nombre d'observations	53		42	
R^2	0.53		0,56	

* significatif au niveau 0,1 ; ** significatif au niveau 0,05 ; *** significatif au niveau 0,01.

Erreurs types entre parenthèses ;
bêta = coefficients standardisés.

CORRUPTION, LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET RESPECT DE L'ÉTAT DE DROIT, ET TAUX DE MORTALITÉ MATERNELLE POUR 100 000 NAISSANCES VIVANTES EN 2005

Le modèle 1 suggère une relation importante entre la corruption généralisée et un taux de mortalité maternelle plus élevé pour 100 000 naissances vivantes, avec en tant que variables de contrôle, le revenu national per capita et la dépense publique dans le secteur sanitaire. Le modèle 2 suggère une relation importante entre de bons résultats en matière de lutte contre la corruption et d'application de la loi et un taux de mortalité maternelle réduit, avec les mêmes variables de contrôle.

TABLEAU A.7 : RÉSULTATS MCO : CORRUPTION, LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET RESPECT DE L'ÉTAT DE DROIT, ET TAUX DE MORTALITÉ MATERNELLE POUR 100 000 NAISSANCES VIVANTES EN 2005

	MODÈLE 1		MODÈLE 2	
	Maternal Mt05	Bêta	Maternal Mt05	Bêta
GNIpc05ln	-57,50 (24,98)**	-0,38	-205,32*** (44,79)	-0,77
HealthExp05	-13,04 (14,83)	-0,12	63,58 (36,21)*	0,28
AC_RoL0406			-4,42 (2,09)**	-0,26
Bribery05	641,27 (237,16)***	0,33		
Constante	619,16 (192,99)***		1922,22 (242,96)***	
Nombre d'observations	64		48	
R^2	0,55		0,55	

* significatif au niveau 0,1 ; ** significatif au niveau 0,05 ; *** significatif au niveau 0,01.

Erreurs types entre parenthèses ;
bêta = coefficients standardisés.

ANNEXE B. ANALYSE QUANTITATIVE: SÉLECTION D'INDICATEURS SUR LA GOUVERNANCE ET L'ÉDUCATION EN AFRIQUE

L'analyse des régressions effectuées au niveau pays (annexe A) démontre que de bons résultats dans la réalisation de l'objectif visant à assurer l'éducation primaire pour tous (OMD 2) se trouvent significativement corrélés à une bonne mise en œuvre de la gouvernance. Afin de tester ces résultats plus en avant, TI a entrepris une nouvelle analyse des données collectées au préalable au niveau infranational par l'organisation, dans le cadre de son programme *Africa Education Watch*[xxx]. Ces données ont été recueillies dans plus de 300 écoles au Ghana, à Madagascar, au Maroc, au Sénégal, en Sierra Leone et en Ouganda, entre les mois de mars et de mai 2008.

Cette analyse a eu pour objectif de tester les relations entre les indicateurs de transparence et de responsabilité des écoles et la qualité perçue de la gestion d'ensemble des écoles et de l'enseignement dispensé.

MÉTHODOLOGIE

L'étude a visé à tester l'hypothèse selon laquelle le degré de transparence et de responsabilité existant dans une école affecte la qualité de l'enseignement dispensé. La gestion et les performances des écoles ont été considérées comme des canaux permettant de refléter ces rapports au niveau de la qualité pédagogique d'une école.

Une approche en deux temps a été utilisée afin de tester cette hypothèse. Dans un premier temps, une analyse en régression linéaire simple a été effectuée dans le but de saisir la relation entre, d'une part, la transparence et la responsabilité et d'autre part, l'efficacité perçue de la gestion d'une école par les parties prenantes concernées, à savoir : les représentants des ménages, les directeurs et les responsables des associations parents-enseignants. Ensuite, une analyse en régression linéaire simple a permis de vérifier le lien entre, d'une part, la gestion de l'école, la transparence et la responsabilité, et d'autre part, la qualité perçue de l'enseignement dispensé (également par l'ensemble des parties prenantes).

La qualité de l'enseignement se fonde sur les performances de l'école, lesquelles sont mesurées en tenant compte : 1) de la manière dont elles sont perçues par les trois groupes de personnes interrogées, ainsi que 2) du taux d'abandon au cours de la dernière année du cycle scolaire. Une école est considérée comme performante lorsqu'elle a reçu une note satisfaisante de la part des répondants et enregistré un taux d'abandon inférieur à 10 % pour la dernière année du cycle scolaire de base.

Pour les deux analyses, toute une série de facteurs ont été contrôlés tant au niveau scolaire que communautaire, notamment :

- l'importance des ressources de l'école ;
- la taille de la classe ;
- le ratio enseignants-étudiants ;
- les revenus, la taille et le niveau d'instruction des familles des étudiants en moyenne ;
- les différences de scolarisation existant entre les zones rurales et celles urbaines ;
- la volonté politique perçue concernant le soutien à l'enseignement primaire de la part du gouvernement du pays.

Afin de contrôler les facteurs spécifiques aux pays, chacun d'entre eux s'est vu attribuer une variable muette.

Même lorsque l'ensemble de ces facteurs (généralement considérés comme susceptibles d'exercer une influence sur la qualité de l'enseignement) a été pris en compte, les indicateurs de transparence et de responsabilité s'avèrent être ceux présentant la corrélation la plus significative avec la qualité de l'enseignement.

LE RECUEIL DES DONNÉES ET LA DÉFINITION DES INDICATEURS

L'ensemble des variables utilisées pour l'analyse se fondent sur des données collectées dans le cadre du programme *Africa Education Watch* de Transparency International. Dans le contexte de cette enquête à grande échelle, des entretiens structurés ont été menés auprès des acteurs concernés, dans chacune des plus de 300 écoles évaluées dans les six pays en cause. Pour chaque école, les ménages (20 en moyenne), le directeur de l'école et les représentants des associations de parents d'élèves ont été interrogés. Un questionnaire différent a été utilisé pour chacune de ces trois catégories de parties prenantes.

Dans le cadre de l'analyse effectuée, les questions pertinentes ont été tirées de ces trois questionnaires[xxx]. À partir desdites questions, des indicateurs ont été définis et utilisés en tant que variables dépendantes, indépendantes et de contrôle. S'agissant des réponses des ménages, une moyenne a été prise en compte à titre d'échantillon représentatif pour chacune des écoles.

Lorsque plusieurs questions d'un même questionnaire ont été utilisées afin de composer un indicateur, la moyenne non pondérée des réponses a été prise en compte. S'agissant des indicateurs composites configurés à partir de questions issues de plus d'un questionnaire, la moyenne non pondérée des questionnaires a été retenue. Le tableau B.1 fournit une vue d'ensemble des indicateurs et des éléments qui les composent.

TABLE B.1 : LES INDICATEURS ET LEURS COMPOSANTES

INDICATEUR	COMPOSANTE (QUESTIONS)	QUESTIONNAIRE ET N°	NOM DE LA VARIABLE
VARIABLES DÉPENDANTES			
Gestion de l'école	A quel point êtes- vous en accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes: L'école primaire est très bien gérée?	HH54, HT73, PTA58[xxx]	**schoolmanag**
Performance de l'école	A quel point êtes- vous en accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes: Globalement, l'enseignement de base fourni à notre enfant est satisfaisant?	HH49	**schoolperf**
	A quel point êtes- vous en accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes: Globalement, l'enseignement de base fourni par cette école est satisfaisant?	HT68, PTA53	
	Fort taux d'abandon la dernière année, codée 1 si 21/(17b+20+21) est plus faible que 0.9[xxx]	HT17b, HT20, HT21	
VARIABLES INDÉPENDANTES			
Transparence	Les comptes-rendus des réunions du Comité de gestion sont-ils consultables par le public?	HH35.A	**transp**
	Les comptes-rendus des réunions de l'Association de parents d'élèves sont-ils consultables par le public?	HH35.B	
	Pensez-vous que les décisions du Comité de gestion sont prises de manière transparente («nous savons ce qui a été décidé et pourquoi»)?	HH39.A	
	Pensez-vous que les décisions de l'Association des parents d'élèves sont prises de manière transparente («nous savons ce qui a été décidé et pourquoi»)?	HH39.B	
	Est-ce que l'école tient une comptabilité écrite ?	HT55, PTA43	
	Est-ce que les parents d'élèves peuvent avoir accès à la comptabilité s'ils le souhaitent?	HT56, PTA44	
	Connaissez-vous le montant des ressources (en liquide et en nature) que votre école est censée recevoir du gouvernement central et des autorités régionales et locales pour cette année scolaire ?	HT58, PTA46	
	Etes-vous informé par le Ministère ou par la direction régionale ou départementale de l'éducation quand des ressources ou fournitures (manuels, matériel) sont envoyées à votre école ?	HT59, PTA47	
	Le Comité de gestion scolaire est-il bien informé des flux financiers (si applicable)?	HT61, PTA49	
	Est-il facile de connaître exactement le montant des ressources affectées à cette école ?	HT71, PTA56	
	L'Association des parents d'élèves est-elle bien informée des flux financiers ?	PTA12	

Responsabilité	Au cours de l'année scolaire 2006/2007, avez-vous été confronté aux problèmes suivants à l'école de votre enfant ? 15. Demandes de paiements illégaux. [Si plainte] quel effet cela a-t-il eu ?	HH18.15d	**account**
	Au cours de l'année scolaire 2006/2007, avez-vous été confronté aux problèmes suivants à l'école de votre enfant? 15. Demandes de paiements illégaux. [Si pas de plainte] Pourquoi ? 1 = Je ne pensais pas que c'était mon rôle 2 = Je savais que je n'obtiendrais pas satisfaction 3 = Je n'ai pas eu le temps 4 = Je ne savais pas à qui m'adresser 5 = La procédure était trop compliquée 6 = Je n'avais pas de preuve 7 = J'avais peur de représailles 8 = Je savais que les autorités étaient déjà au courant 9 = Autre 99 = Ne sait pas Codé 0 si la réponse est 2, 4, 5 ou 7	HH18.15e	
	Etes-vous satisfait du travail du responsable en charge de s'assurer que le budget de l'école est dépensé correctement?	HH20	
	Est-ce que l'école possède un Comité de gestion scolaire?	HH22A, HT40, PTA28	
	Quel est la procédure de nomination pour le Comité de gestion scolaire? 1 = Election 2 = Nomination 3 = Un mélange d'élection et de nomination 9 = Ne sait pas Codé 1 si la réponse est 1	HH31A, HT48, PTA36	
	Quel est le mode de prise de décision le plus souvent utilisé par le Comité de gestion scolaire? 1 = Vote à main levée 2 = Vote à bulletin secret 3 = Décision par consensus 4 = Le/la président(e) décide 5 = Autre 9 = Ne sait pas Codé 1 si 1 ou 2	HH32A, HT49, PTA37	
	Existe-il un moyen de vous plaindre auprès du Comité de gestion scolaire?	HH38A	
	Au cours de l'année scolaire 2006/2007, avez-vous été confronté aux problèmes suivants? 15. Demande de pots-de-vin ou de paiements officieux. Si plainte, votre demande/plainte a-t-elle abouti?	HT27.15e, PTA 15.15e	
	Au cours de l'année scolaire 2006/2007, avez-vous été confronté aux problèmes suivants? 15. Demande de pots-de-vin ou de paiements officieux. Si vous n'avez pas formulé de demande/plainte, pour quelle raison ? 1 = Les demandes n'aboutissent jamais 2 = Le problème n'était pas grave 3 = La procédure est trop complexe 4 = Les demandes prennent trop de temps 5 = Je ne savais pas auprès de qui la faire 6 = Peur de représailles 7 = Autre 99 = Ne sait pas Codé 0 si 2, 4, 5 ou 7	HT27.15f, PTA 15.15f	

	A qui l'école remet-elle des rapports financiers? 1 = Délégation provinciale/CISCO/département de l'éducation 2 = Délégation provinciale/du CISCO/du département 3 = Inspection des écoles 4 = Ministère des Finances 5 = Audits externes 6 = ONG 7 = Aucun rapport financier n'est exigé 8 = Autre 9 = Ne sait pas Codé 1 si pas 7 ou 9	HT37, PTA 25	
	Qui est au final responsable des tâches suivantes: 6. Contrôle des dépenses scolaires ? 1 = Proviseur(e) ou principal(e) 2 = Comité de gestion scolaire 3 = Association des parents d'élèves 4 = Administration du district/de la région 5 = Gouvernement central 6 = Autre (merci de préciser) 9 = Ne sait pas Codé 1 si 2, 3, 4, ou 5; Codé 0 si 1 ou 9	HT39.6, PTA 27.6	
	Qui est au final responsable des tâches suivantes: Enregistrement des plaintes contre les enseignants ou l'administration 1 = Proviseur(e) ou principal(e) ? 2 = Comité de gestion scolaire 3 = Association des parents d'élèves 4 = Administration du district/de la région 5 = Gouvernement central 6 = Autre (merci de préciser) 9 = Ne sait pas Codé si 1, 2, 3, 4, ou 5; codé 0 si 9	HT39.10, PTA 27.10	
	Qui est le responsable principal qui veille à ce que le budget de l'école soit dépensé correctement ? 1 = Proviseur(e) ou principal(e) 2 = Association des Parents d'élèves et d'Enseignants 3 = Comité de gestion scolaire 4 = Autorités locales 5 = Direction départementale/provinciale de l'Education 6 = Direction régionale de l'Education 7 = Ministère de l'Education Nationale 8 = ONG qui finance l'école 9 = Autre 99 = Ne sait pas Codé 0 si 99	HT60, PTA48	
	Combien de visites les responsables suivants ont-ils effectuées dans l'école durant l'année scolaire 2005/2006 ? 1. les responsables départementaux de l'éducation 2. les responsables de l'éducation au niveau régional 3. les représentants de l'Inspection de l'éducation nationale / du Ministère de l'Education 4. ONG 5. les représentants du Ministère des Finances 6. Commission anti-corruption/Autorités nationales anti-corruption Codé 1 si plus de 11 par an	HT62.1-62.6	

	Combien de visites les responsables suivants ont-ils effectuées dans l'école durant l'année scolaire 2006/2007 ? 1. les responsables départementaux de l'éducation 2. les responsables de l'éducation au niveau régional 3. les représentants de l'Inspection de l'éducation nationale / du Ministère de l'Education 4. ONG 5. les représentants du Ministère des Finances 6. Commission anti-corruption/Autorités nationales anti-corruption Codé 1 si plus de 11 par an	HT63.1-63.6	
	Les parents peuvent influencer les décisions de l'école	HT69, PTA54	
	Les plaintes formulées par les parents sont prises au sérieux par les autorités de cette école	HT70, PTA55	
VARIABLES DE CONTRÔLE			
Ressources de l'école	L'école est bien soutenue par le bureau départemental	HH55, HT74, PTA59	**schoolres**
Genre du directeur d'école		HT2	**gender_ht**
Niveau d'éducation du directeur d'école	Quel est votre niveau d'instruction ? 1 = N'est jamais allé à l'école 2 = Est allé à l'école primaire (mais ne l'a pas achevée) 3 = Ecole primaire achevée 4 = Enseignement secondaire achevé 5 = Enseignement universitaire achevé	HT3	**educ_ht**
Nombre d'années où le directeur est en poste	Nombre d'années dans cette fonction ?	HT5	**year_position_ht**
Formation à la gestion financière pour le directeur	Avez-vous suivi une formation à la gestion financière ?	HT7	**training_ht**
Nombre total d'élèves	Combien d'élèves (au total) étaient inscrits en primaire dans cette école?	HT12	**schoolsize**
Situation géographique de l'école	Zone: urbaine ou rurale	Pre-interview information	**area**
Taille moyenne de la classe	Quelle est la taille moyenne d'une classe ?	HT22	**classsize_ht**
Nombre moyen de membres dans le ménage	Combien de personnes vivent actuellement dans votre ménage ?	HH1	**familysize_hh**
Niveau d'éducation du ménage	Quel est votre niveau d'instruction ? 1 = N'est jamais allé à l'école 2 = Est allé à l'école primaire (mais ne l'a pas achevée) 3 = Ecole primaire achevée 4 = Enseignement secondaire achevé 5 = Enseignement universitaire achevé Codé 1 si 5, 0.75 si 4, 0.5 si 3, 0.25 si 2 et 0 si 1.	HH4	**hhedu_hh**

Revenu du ménage (supérieur à la moyenne)	Quelle a été en moyenne le revenu mensuel du ménage au cours des douze derniers mois ? 1 = Moins de 60 dollars US par mois 2 = Entre 60 dollars US et le salaire mensuel médian du pays 3 = Plus que le salaire mensuel médian du pays 9 = Ne sait pas Codé 1 si 3	HH7	**income_hh**
Revenu du ménage (échelle)	Question sur le revenu du ménage (supérieur à la moyenne) Codé 1 si 3; Codé 0.5 si 2; Codé 0 si 1	HH7	**income_2_hh**
Volonté politique du gouvernement	A quel point êtes- vous en accord ou en désaccord avec les déclarations suivantes: L'éducation primaire est très importante pour notre gouvernement?	HH46, HT65, PTA50	**polwill**
Ratio élèves/professeur	Combien d'élèves (au total) étaient inscrits en primaire dans cette école / Combien d'enseignants sont employés pour le primaire dans cette école?	HT12, HT14	**pupil_teacher**

TABLEAU B.2 : Résultats OLS : notions de gouvernance et gestion de l'école

	Schoolmanag	Bêta
Transp	0,30 (0,08)***	0,28
Account	0,35 (0,11)***	0,21
SchoolRes	0,15 (0,04)***	0,21
Gender_HT	-0,05 (0,03)*	-0,1
Edu_HT	-0,03 (0,06)	0,05
Year_Position_HT	-0,00 (0,00)*	0,1
Training_HT	-0,02 (0,03)	-0,05
Schoolsize	0,00 (0,00)	0,03
Area	-0,04 (0,03)	-0,08
Ghana_dummy (variable muette)	0,04 (0,42)	0,06
Madagascar_dummy (variable muette)	-0,28 (0,07)***	-0,48
Morocco_dummy (variable muette)	0,24 (0,05)***	0,39
Senegal_dummy (variable muette)	(dropped)	
Sierra_Leone_dummy (variable muette)	0,05 (0,05)	0,07
Uganda_dummy (variable muette)	-0,13 (0,05)***	-0,21
Constante	0,05 (0,11)	
Nombre d'observations	321	
R^2	0,31	

* significatif à un niveau de 0,1 ; ** significatif à un niveau de 0,05 ; *** significatif à un niveau de 0,01.
Erreurs types entre parenthèses ; bêta = coefficients standardisés.

TABLEAU B.3 : Résultats OLS : notions de gouvernance et résultats de l'école

	Schoolperf	Bêta
Schoolmanag	0,21 (0,07)***	0,21
Transp	0,25 (0,09)***	0,19
Account	-0,045 (0,13)	-0,03
Class_size	0,05 (0,06)	0,07
Family_size	-0,06 (0,16)	-0,04
HH_education	0,04 (0,1)	0,03
HH_income	0,03 (0,07)	0,04
HH_income2	-0,08 (0,06)	-0,11
PolWill	0,16 (0,09)*	0,11
Area	0,03 (0,03)	0,08
Pupil_teacher_ratio	-0,00 (0,00)	-0,03
Ghana_dummy (variable muette)	0,15 (0,06)***	0,30
Madagascar_dummy (variable muette)	0,08 (0,06)	0,17
Morocco_dummy (variable muette)	Dropped	
Senegal_dummy (variable muette)	0,19 (0,05)***	0,42
Sierra_Leone_dummy (variable muette)	Dropped	
Uganda_dummy (variable muette)	0,01 (0,06)	0,02
Constante	0,04 (0,18)	
Nombre d'observations	261	
R^2	0,27	

* significatif à un niveau de 0,1 ; ** significatif à un niveau de 0,05 ; *** significatif à un niveau de 0,01.
Erreurs types entre parenthèses ; bêta = coefficients standardisés.

NOTES FINALES

[i] ONU, *Tenir les engagements pris : bilan prospectif visant à promouvoir un programme d'action concerté afin de réaliser les OMD d'ici 2015 - Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies*, A64/665.12 (New York, ONU, février 2010) et ONU, *Objectifs du Millénaire pour le Développement – Rapport 2010* (New York, ONU, juin 2010).

[ii] Banque mondiale, *Silencieuse et fatale : la corruption discrète entrave les efforts de développement de l'Afrique. Les indicateurs du développement en Afrique 2010* (Washington, DC, Banque mondiale, 2010).

[iii] Francis L. Huang, « Corruption and educational outcomes: Two steps forward, one step back », in *International Journal of Education Policy & Leadership*, vol. 3, nº 9, 2008, journals.sfu.ca/ijepl/index.php/ijepl/article/viewFile/142/59

[iv] Concernant la corruption, les résultats du Baromètre mondial de la corruption de TI ont été utilisés (www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/gcb). L'indicateur associé aux OMD se fonde sur des données collectées par l'ONU (mdgs.un.org). La focalisation sur les cibles des OMD concernant l'éducation, la mortalité maternelle et l'eau a été choisie en raison de la progression lente enregistrée dans leur réalisation, tant au plan mondial que régional. Pour en savoir davantage sur la méthodologie appliquée, voir l'annexe A.

[v] Transparency International, *Africa Education Watch : leçons de bonne gouvernance pour l'éducation primaire* (Berlin, TI, 2010). www.transparency.org/news_room/latest_news/press_releases/2010/2010_02_23_aew_launch_fr

[vi] Transparency International Bangladesh, *National Household Survey 2007 on Corruption in Bangladesh* (Dhaka, TI Bangladesh, 2008), www.ti-bangladesh.org/research/HHSurvey07SubstSum180608.pdf

[vii] Proética, « Campaña Educación sin Corrupción. Regiones: Ayacucho, Cusco, Huancavelica, Junín, Lambayeque, Loreto ». Présentation en ligne, www.proetica.org.pe/Descargas/EXPOSICION_Presentacion%20IEP_KWEDUCACIONSINCORRUPCION.ppt#303,9,REFLEXIONES

[viii] Le budget sanitaire pour la période 2009-2010 s'élevait à 18,8 millions de dollars US, soit 5,4 % de l'ensemble des dépenses du gouvernement pour l'exercice concerné. Voir : « Too Poor to Pay – Health-related NGOS Want Free Health Care », in *The Informer*, 23 septembre 2009, allafrica.com/stories/200909230937.html. Pour davantage d'informations sur cet audit, voir : Festus Poquie, « Donor health Millions Squandered – Audit », in *New Democrat*, 13 avril 2010, allafrica.com/stories/201004131020.html

[ix] Julian Morris et Philip Stevens, *Counterfeit medicines in less developed countries: problems and solutions* (Londres, International Policy Network, 2006), counterfeiting.unicri.it/docs/Ctf%20medicines%20in%20less%20developed%20countries.pdf

[x] George Fominyen, « Corruption undermines Burkina Faso efforts on maternal mortality », www.trustLaw.org

[xi] S'agissant de la corruption, les résultats du Baromètre mondial de la corruption de TI ont été utilisés (www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/gcb). L'indicateur associé aux OMD se fonde sur des données collectées par l'ONU (mdgs.un.org). La focalisation sur les cibles des OMD concernant l'éducation, la mortalité maternelle et l'eau a été choisie en raison de la lente progression de leur réalisation, tant sur le plan mondial que régional. Pour en savoir davantage sur la méthodologie appliquée, voir l'annexe A.

[xii] TI, Rapport *mondial sur la corruption 2008* : La corruption dans le secteur de l'eau (Cambridge, Cambridge University Press et TI, 2008), www.transparency.org/publications/gcr

[xiii] Kathleen Shordt, Laurent Stravato et Cor Dietvorst, *About Corruption and Transparency in the Water and Sanitation Sector* (Delft, IRC, 2006).

[xiv] Water Integrity Network, « L'INDE : prévention de la corruption dans un programme de construction d'un système d'assainissement géré par la population locale du Kerala », Bulletin d'information nº 1/2008 (Berlin, WIN, 2008), www.waterintegritynetwork.net/content/download/5464/105958/file/CIS%20No%201%202008%20INDIA.pdf

[xv] Transparency International Kenya et Maji na Ufanisi, « Water governance study: reforming the Kenya water sector », 23 juin 2009, www.tikenya.org/viewnews.asp?id=1253

[xvi] TI, *Rapport mondial sur la corruption 2008* : La corruption dans le secteur de l'eau (Cambridge, Cambridge University Press et TI, 2008). www.transparency.org/publications/gcr

[xvii] Charles Kenny, « La corruption dans le secteur de l'eau – une question de vie ou de mort », in *Rapport mondial sur la corruption 2008 : la corruption dans le secteur de l'eau* (Cambridge, Cambridge University Press et TI, 2008). www.transparency.org/publications/gcr/gcr_2008

[xviii] S'agissant de la corruption, les résultats du Baromètre mondial de la corruption de TI ont été utilisés (www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/gcb). L'indicateur associé aux OMD se fonde sur des données collectées par l'ONU (mdgs.un.org). La formation brute de capital, sous la forme d'un pourcentage du produit national brut (PNB) y est utilisée en tant que donnée indirecte concernant l'investissement public dans un secteur, dans la mesure où il n'existe pas de données complètes ou standardisées disponibles pour l'ensemble des pays relatives au pourcentage de la dépense gouvernementale en matière d'eau. Pour en savoir davantage sur la méthodologie appliquée, voir l'annexe A.

[xix] Transparency International Inde, *TII-CMS India Corruption Study 2007: With Focus on BPL Households* (Delhi, TI India et CMS, 2008), www.transparencyindia.org/ICS_national_report_2007.pdf

[xx] Indicateur de Global Integrity, www.globalintegrity.org/documents/IndicatorsCoding2009.xls. Cet indicateur se fonde sur les réponses apportées par des experts pays à toute une série de questions, notamment celle de savoir s'il existe une loi relative à l'accès aux informations dans le pays et si celle-ci est bel et bien appliquée.

[xxi] Sur la base de l'indicateur « lutte contre la corruption et primauté du droit » de Global Integrity (www.globalintegrity.org). Il s'agit là d'un indicateur composite qui s'intéresse aux dispositions légales de lutte contre la corruption, aux organismes chargés de combattre cette dernière, à la primauté du droit et à l'application de la loi.

[xxii] Sur la base de l'indicateur « responsabilité du gouvernement » de Global Integrity (www.globalintegrity.org). Il s'agit d'un indicateur composite qui s'intéresse à la reddition de comptes dans le cadre des processus exécutif, législatif, judiciaire et budgétaire.

[xxiii] Afin de mesurer les notions de transparence et de gouvernance, des indicateurs composites ont été définis, à partir d'un ensemble de questions pertinentes tirées des trois questionnaires différents auxquels avaient répondu les directeurs des écoles, les responsables des associations parents-enseignants et les ménages.

[xxiv] L'échantillon de données utilisé pour tester ce rapport comportait plus de 260 écoles.

[xxv] Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), *El progreso de América Latina y el Caribe hacia los Objetivos de Desarrollo del Milenio. Desafíos para lograrlos con igualdad* (Santiago de Chile, CEPALC, juillet 2010), www.eclac.cl/cgi-bin/getprod.asp?xml=/publicaciones/xml/1/39991/P39991.xml&xsl=/MDG/tpl/p9f.xsl&base=/MDG/tpl/top-bottom.xsl

[xxvi] Moniteur OMD de l'ONU, « Colombia: Progress by Goal », www.mdgmonitor.org/country_progress.cfm?c=COL&cd=170

[xxvii] Pour consulter la liste complète des initiatives (en espagnol), voir : www.transparenciacolombia.org.co/Portals/0/descargas/Fondo%20de%20Control%20Social/Iniciativas%20del%20Fondo%20de%20Control%20Ciudadanos%20al%20Cuidado%20de%20lo%20P%C3%BAblico.pdf

[xxviii] Moniteur OMD de l'ONU, « Ghana: Progress by Goal », www.mdgmonitor.org/country_progress.cfm?c=GHA&cd=288 ; Frederick Asiamah, « Nation needs 200 years to achieve water MDGs », in *Public Agenda*, 19 avril 2010, allafrica.com/stories/201004200377.html

[xxix] Moniteur OMD de l'ONU, « Liberia: Progress by Goal », www.mdgmonitor.org/country_progress.cfm?c=LIB&cd=430

[xxx] TI, *Corruption and Local Government*, document de travail de TI 05/2009 (Berlin : TI, 2009), www.transparency.org/publications/publications/working_papers/wp_05_2009_local_government_2009_10_26_pdf

Transparency International
Secrétariat International
Alt-Moabit 96
10559 Berlin
Allemagne

Téléphone : +49 - 30 - 34 38 200
Fax: +49 - 30 - 34 70 39 12

ti@transparency.org
www.transparency.org